SYNDICAT NATIONAL
Solidaires Finances Publiques 42
Section de la Loire

ST ETIENNE, le 28 Novembre 2023

Monsieur le Président,

A l'heure actuelle, il n'y a pas un seul domaine aujourd'hui qui puisse réjouir les agents de la DGFIP :
- l'inflation
- la dégradation des rémunérations
- le manque de moyens humains
- la perte de sens au travail
- les couacs numériques et informatiques qui non seulement aggravent la charge de travail mais aussi dégradent l'image de la DGFIP auprès des usagers
- un management contre productif avec notamment des règles de mobilités injustes et incomprises
- des perspectives de carrière limitées et semées d'embûches et de barrages.

Il y a un gros travail à faire pour que les agents de la DGFIP retrouvent la fierté de leur appartenance à leur administration et il ne faut pas s'étonner si les emplois publics et particulièrement les nôtres, souffrent d'un grave problème d'attractivité.

Il est donc grand temps de réellement reconnaître l'engagement des personnels à travers un plan de promotions et de revaloriser les régimes indemnitaires. Reste à espérer que les négociations en cours répondront à ces demandes autrement que par des mesurettes…et cela semble bien mal parti.

Le gouvernement s'étonne des difficultés de recrutement au sein de la fonction publique mais refuse de faire son propre procès et d'admettre sa part de responsabilité dans la dégradation de l'image et des conditions de travail de nos services publics !
Au sein de notre administration, les résultats de l'observatoire interne sont à ce sujet éloquents :
- seuls 15 % des personnels de la DGFIP se déclarent très satisfaits d'y travailler
- pour un agent sur deux, la motivation diminue
- 69 % des agents estiment les possibilités d'avancement et de promotions insatisfaisantes
- pour 55 % des agents, la charge de travail est trop importante et la quantité de stress ne fait qu'augmenter ...

Ces résultats sont loin d'être favorables à la DGFIP et ne font que conforter une situation que nous n'avons de cesse de dénoncer : la dégradation des conditions de travail et la destruction de nos collectifs de travail.

Concernant l'ordre du jour de ce CSAL, un point de l'ordre du jour attire particulièrement

notre attention et est directement en lien avec ce que nous avons exprimé juste avant, la présentation du DUERP et du PAP. Comme nous l'avons dit de nombreuses fois déjà, le DUERP est un bel outil mais les solutions pour régler les principaux problèmes restent trop limitées. Notamment sur la prévention des risques psycho sociaux, chapitre du DUERP qui nous semble le plus important.
En fait, la direction se limite à traiter les conséquences et non les causes de ces problèmes.

Les causes sont connues et multiples : conditions de travail dégradées et conflits plus nombreux avec les usagers à cause des suppressions d'emplois, des restructurations incessantes et des réformes nombreuses, mal pensées et mal ficelées le tout agrémenté de logiciels informatiques tous plus mauvais et déficients les uns que les autres.

Le dernier exemple en date est édifiant et les conséquences dans les services se font sentir en ce moment : GMBI.

Cela crée de l'incompréhension et même de la colère chez les usagers. En effet lorsqu'un enfant de 14 mois est imposé à la taxe d'habitation secondaire, il y a au minimum de l'incompréhension. Mais notre brillant ministre de l'économie, Bruno Lemaire, interviewé jeudi 23 novembre sur France Info a osé déclarer que l'outil GMBI n'est pas en cause mais que les gens ont voulu trop bien faire.

Si ce monsieur savait réellement de quoi il retourne, il saurait que ces erreurs ont été possibles car justement cet outil informatique est mal foutu. Dans la même veine, le service communication de la DGFIP a osé déclarer à l'AFP que, comme chaque année, des erreurs à la marge ont pu être observées. Faut-il revoir la définition du mot marge avec nos hiérarques de la DG ? Les services sont littéralement débordés par les mails, coups de téléphone et personnes venant à l'accueil à cause de cette marge.
Et encore la plupart du temps les contribuables sont incroyablement patients et courtois malgré les conséquences de ces dysfonctionnements.
Ils ont en effet bien compris qu'ils avaient face à eux des agents qui font ce qu'ils peuvent avec les moyens qu'on leur donne et que l'inconséquence et l'incompétence se trouvent plutôt dans les bureaux des décideurs à Bercy.

Alors, monsieur le président, à quand un plan de prévention qui s'attaque aux racines du mal et non des sparadraps sur une jambe de bois ? Prendre la température est une bonne chose, mais on n'a jamais soigné jamais un malade en lui apprenant à se servir du thermomètre de manière à ce que la fièvre soit moins visible. Un adage plutôt connu en médecine dit qu'il vaut mieux prévenir que guérir.
Par exemple envoyer les collègues faire des stages de gestion du stress, c'est bien mais éviter que ce stress ne soit trop important à cause des suppressions d'emploi, des restructurations, des réformes incessantes et mal foutues, ce serait beaucoup mieux !!!